

Le diktat du plan de Trump et Netanyahou

Communiqué de France Palestine



Le diktat du plan de Trump et Netanyahou

C'est un plan de liquidation de la question de la Palestine et des droits des Palestiniens que Donald Trump a fini par rendre public, le 28 janvier dernier, aux côtés de son grand ami "Bibi". Pour ces deux personnages, les Palestiniens ne sont pas prêts pour l'indépendance. Ils devront donc remplir des tests intermédiaires, dont ces deux pays seront les juges. On rétablit sans honte, au XXI^e siècle, le langage du colonialisme.

Artisan majeur du plan, Jared Kushner, gendre de Trump, en réponse à un journaliste dévoile le fond de sa pensée " Entre Israël et les Palestiniens, la question a été tranchée par une guerre, que les Palestiniens ont perdue. Or à la guerre, c'est le vainqueur qui dicte les conditions de la Paix"

Les conditions de cette paix sont très particulières :

- Annexion de la vallée du Jourdain.
- Annexion des colonies israéliennes situées en Cisjordanie et de Jérusalem-est où résident respectivement 500 000 et 220 000 colons.
- Jérusalem, capitale une et indivisible de l'État d'Israël.
- Interdiction de la part des Palestiniens de toute démarche auprès de la Cour Pénale Internationale
- Interdiction de verser des pensions aux détenus.
- Renoncement à toute revendication concernant les réfugiés des guerres de 1948 et 1967;
- Démilitarisation de la Bande de Gaza. Pas d'espace aérien. Sécurité relevant d'Israël.
- Reconnaissance par les Palestiniens "d'Israël comme État Nation du Peuple Juif".

À un Etat Palestinien indépendant et viable, le diktat du plan Trump substitue un archipel de cantons palestiniens, séparés par des zones de territoires israéliens et reliés entre eux par une douzaine de ponts et de tunnels.

Selon le quotidien israélien " Haaretz ", ce plan ne conduira pas à un État Palestinien mais à la prise de contrôle totale de la Cisjordanie. Le non respect du droit International suite à l'annexion de la vallée du Jourdain, sans opposition de la Communauté Internationale n'est-il pas la porte ouverte à des tentatives similaires de la part d'autres pays dans le Monde ?

Face à ce plan de violences annoncées, la réaction des pays et des citoyens respectueux du Droit International et des Droits de l'homme doit aller en s'amplifiant. Il faut se battre pour son abandon et le retour à un véritable Plan de Paix sous les auspices des Nations Unies.

L'association France Palestine Solidarité du Gers vous invite à venir les rencontrer **le samedi 15 février 2020, à partir de 10 heures**, devant les escaliers des allées d'Étigny pour discuter de la situation en Palestine et signer la pétition adressée à Emmanuel Macron lui demandant d'intervenir auprès des Nations Unies pour faire respecter les droits du peuple palestinien.

Et n'oubliez pas **la soirée Ciné-Palestine, le 5 mars 2020**, avec la projection de deux films suivis d'un débat.